



BURKINA FASO

Comment créer un contexte favorable à l'innovation agricole au Burkina Faso ?

Le projet CDAIS organise une table ronde de dialogue politique

Placée sous le très haut patronage du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), ce vendredi 25 janvier 2019 s'est tenu à l'hôtel Bravia, à Ouagadougou, une table ronde de dialogue politique pour la validation d'un plan d'action national d'appui à l'innovation agricole. Elle a été organisée par le projet CDAIS (Renforcement des Capacités pour les Systèmes d'Innovation) lancé depuis 2015 dans huit pays pilote à travers le monde dont le Burkina Faso.



Portée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (MAAH) et le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), cette table ronde avait pour objectifs de discuter les conditions d'appropriation et d'amélioration d'un plan d'action national d'appui aux organisations en charge de promouvoir et d'accompagner l'innovation agricole au Burkina Faso.

Ce plan d'action a été développé de façon inclusive et participative, à l'issue de trois ans de mise en œuvre du projet CDAIS, avec l'ensemble des partenaires qui ont été impliqués, agriculteurs et entrepreneurs innovants, organisations de producteurs, associations de la société civile, fournisseurs de services support à l'innovation, centres de recherche-développement, ou encore agents des services techniques de divers ministères. Ils se sont fondés sur leurs propres expériences et les besoins de renforcement de capacité qui sont apparus au fil de la mise en œuvre du projet CDAIS.

Le coordinateur du projet CDAIS, Georges Yameogo, rappelle que ce projet a pour principal objectif de tester dans huit pays pilote une démarche de renforcement de capacité adaptée du cadre commun proposé par la plateforme d'agriculture tropicale (TAP): analyse des trajectoires d'innovation, diagnostic des besoins en renforcement de capacités, élaboration de plans d'accompagnement impliquant des cycles d'apprentissage pilotés par des facilitateurs, et organisés aux différents niveaux pertinents. Au Burkina Faso, le projet a déployé cette démarche dans six situations d'innovation localisées (développement de la filière tournesol, numérisation des services de conseil agricole, kits d'irrigation goutte-à-goutte, label SPG pour l'agriculture biologique, microentreprises agro-alimentaires, chartes foncières locales pour les communes). Il souligne également que le projet mobilise les décideurs politiques aux niveaux global et national en s'appuyant sur les connaissances et compétences des membres d'AGRINATURA, de la FAO



Partenaires techniques et financiers



et des partenaires nationaux et en répondant aux demandes légitimes des gouvernements et aux besoins des partenaires des Systèmes d'Innovation Agricole (SIA).

Les acteurs du système national d'innovation agricole du Burkina Faso se mobilisent

La table ronde a été marquée par la présence de plus d'une centaine de personnes, toutes des acteurs du système national d'innovation agricole au Burkina-Faso. Il s'agissait notamment de parlementaires, de structures déconcentrées de l'Etat, de services techniques du MESRSI, des agents des services techniques des partenaires du MESRSI pour la mise en œuvre de sa politique d'appui à l'innovation notamment les Ministères de l'Agriculture et de l'Economie, des représentants des Partenaires Techniques et Financiers de l'Etat sur l'appui à l'innovation, des Organisations Non Gouvernementales et Associations œuvrant dans le domaine de l'innovation agricole; des facilitateurs de l'innovation et des représentants des 6 SIL.



Dans son discours d'ouverture le Ministre délégué de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, nouvellement nommé, Urbain Ibrahim Couliati affirmait : « *l'innovation est la clé du développement agricole. Il convient de renforcer la collaboration entre les services de recherche, de vulgarisation et les institutions de formation* »

Dans son discours d'ouverture le Ministre délégué de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, nouvellement nommé, Urbain Ibrahim Couliati affirmait : « *l'innovation est la clé du développement agricole. Il convient de renforcer la collaboration entre les services de recherche, de vulgarisation et les institutions de formation* »

Pour le représentant du Représentant Pays de la FAO, citant le Directeur Général : « *Nous devons mieux comprendre les processus d'innovation et les facteurs qui conduisent à l'innovation. Nous devons aussi chercher des solutions concrètes, identifier les interventions prioritaires et développer des stratégies qui permettront ensuite de multiplier ces réussites* ».



De gauche à droite : 1) Aurélie Toillier, CIRAD, responsable de la mise en œuvre technique du projet CDAIS au Burkina Faso , 2) Amadou Hebie, chargé de programme régional Resilience Sécurité alimentaire de la Délégation de l'Union Européenne à Ouagadougou, 3) Urbain Ibrahim Couliati Ministres délégué de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation 4) Guira ALASSE Secrétaire Générale du Ministère de l'Agriculture, 5) Moussa Maïga représentant du Délégué de la FAO au Burkina Faso

Quatre propositions clés pour renforcer l'action de l'Etat en matière d'appui aux porteurs de projets innovants

Répartis en groupes de travail, les participants avaient pour mission d'amender et enrichir un plan d'action national formulé autour de quatre priorités : à savoir: soutenir les partenariats d'innovation multi-acteurs, développer un cadre réglementaire adéquat, renforcer la base opérationnelle de recherche-développement et favoriser l'innovation par la formation professionnelle.

Les participants devaient par ailleurs répondre à trois questions transversales : Comment amorcer le processus d'appropriation et de mise en œuvre du plan d'action au niveau interministériel ? Quels sont les instruments politiques à renforcer ou développer ? Quels soutiens sont nécessaires pour appuyer la décision politique et garantir la continuité de l'action ?

Ces travaux ont donné lieu à des débats. Il a été rappelé que l'un des problèmes majeurs est l'application des politiques existantes, avant même d'en créer d'autre. Le directeur de la DGRSI, Dr Issa Tapsoba, a ainsi souligné que le plan d'action proposé était pertinent et en phase avec des actions déjà amorcées ; il pourra donc s'adosser à la Stratégie Nationale d'Innovation.

D'autres points pas des importants ont fait sujets de discussion dans les groupes. On retient la révision et l'introduction des curricula, la promotion du processus multi acteurs et des innovations qui permettent d'améliorer la qualité, la productivité, le stockage et la transformation des produits locaux et qui veille aussi au respect des environnementales et sociales.



Photo Séance de travaux en groupe

Les propositions ont été discutées en Parmi les nombreuses propositions faites, les experts en appui à ce processus politique ont retenu les suivantes :

- La réalisation d'un diagnostic approfondi du système national d'innovation agricole, impliquant une équipe de décideurs politiques et agents techniques.
- La création de curricula de formation pour des professionnels en charge d'accompagner l'innovation agricole.
- L'engagement de l'Etat sur le plan financier, en s'adossant aux moyens déjà donnés pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Innovation.
- La création d'une cellule inter-ministerielle permettant de développer une approche intersectorielle de l'appui à l'innovation agricole

Pour le Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, les recommandations seront co portées avec le MESRSI. Quant aux initiateurs de cette table ronde, les objectifs sont atteints et les propositions formulées serviront pour la suite de l'élaboration du plan d'action.

A cet effet Aurélie TOILLIER, chercheure au CIRAD et responsable de l'appui technique à la mise en œuvre du projet CDAIS au Burkina Faso, a exprimé sa satisfaction à la clôture de cet atelier de partage et de réflexion : « *Les propositions des groupes de travail seront très utiles pour continuer le processus de renforcement des capacités à innover à un niveau politique. Repenser le rôle des chercheurs, faire appliquer les instruments de la Direction Générale des Recherches Scientifiques et de l'Innovation comme la promotion de la culture scientifique ou l'organisation des journées de l'Innovation, développer les services support à l'innovation en s'appuyant sur le secteur privé sont autant de pistes à explorer pour renforcer le système national d'innovation agricole.* »

Abdoulaye Saley Moussa, Unité Recherche & Vulgarisation, FAO Rome



Pour sa part, la FAO assure de poursuivre son appui via entre autre la mise à disposition d'un nouveau fond de l'Union Européenne dédié à l'innovation (le fond Desira : Development Smart Innovation through Research in Agriculture) qui débutera courant 2019. Abdoulaye Saley Moussa, expert à la FAO en appui au projet CDAIS, a rappelé qu'un symposium sur l'innovation agricole avait été organisé à Rome en Septembre dernier et avait permis de mettre en avant la nécessité de mieux accompagner l'innovation pour le développement des agricultures familiales notamment à travers des systèmes de recherche et de formation plus inclusifs ainsi que des approches multi-acteurs et d'appui aux réseaux d'innovation. Il a félicité le travail réalisé au Burkina Faso et a encouragé les partenaires à poursuivre leur action.

[https:// www.cdais.net](https://www.cdais.net), Gisèle Benjamine MINOUNGOU, Contact : giselebenja@gmail.com